

Le Grain de sable % en Isère

Bulletin d'Attac-Isère

Bulletin n° 28 de mai 2008 - Prix : 0,2 euros

Attac : Association pour une taxation des transactions
financières pour l'aide aux citoyens
Bulletin édité par Attac-Isère
Siège social et adresse postale :
Maison des Associations
6, rue Berthe-de-Boissieux – 38000 GRENOBLE
attac38@attac.org - <http://www.local.attac.org/attac38/>
Directeur de la publication : Bernard Labouré
Mise en page : Georges Veyet
CPPAP : en cours d'enregistrement
Imprimé par nos soins

La France est-elle en faillite ?

Dans un article d'Alternatives économiques, M. Plane économiste à l'observatoire français de conjoncture économique (OFCE) prend le contre-pied de ce que notre Premier ministre ne cesse de répéter : il gouverne un pays qui est **en faillite**.

M. Plane montre que non seulement le bébé français ne récupère pas à la naissance une dette de 18 700 euros, mais **hérite au contraire d'un actif net de 11 000 euros**.

En effet, le bébé français bénéficie à sa naissance des investissements qui ont été réalisés et payés par les générations précédentes (écoles, hôpitaux, routes...) et de la forte valorisation des biens détenus par l'État en particulier des terrains (+ 200% en 10 ans).

De plus le patrimoine français intègre aussi les autres secteurs institutionnels (entreprises, position extérieure...) ce qui fait que chaque Français né en 2006 hérite en moyenne de 185 400 euros. Enfin la dette française est notée AAA par les agences de notation, la meilleure note qui soit en termes de qualité de dette. Cela veut dire que l'État ne risque pas de faire défaut de remboursement de sa dette.

Alors

La dette publique française se situait à 64,2% du produit intérieur brut (PIB) en 2006. Elle est inférieure à celle de la zone euro, au même niveau que celle des US et bien inférieure à celle du Japon (159%).

Alors, pourquoi crier au feu !

Parce que la dette est un formidable levier pour opérer un déplacement sournois de la richesse, des pauvres vers les riches :

⇒ aux pauvres l'application des réformes (rigueur...) en comprimant les dépenses de l'État (éducation, santé, emplois...),

⇒ aux rentiers des allègements d'impôts (bouclier fiscal, baisse de la progressivité de l'impôt) dont l'effet est d'entretenir si ce n'est de creuser une dette dont ils ne cessent de tirer profit en étant les créanciers de l'État.

Ces derniers bénéficient en plus de la priorité accordée par la banque centrale européenne (BCE) à la lutte contre l'inflation ce qui n'érodera pas les intérêts versés par l'État.

De l'art et la manière de combler sa clientèle sous couvert de bonne gestion de « père de famille ».

B. Greslou

Événement

Soirée conférence-débat sur la crise financière

Judi 5 juin 2008 à 20 h, à la Maison des associations de Grenoble, 6 rue Berthe de Boissieux.

« La finance contre les peuples »

avec J. Cossart

(économiste et secrétaire du Conseil scientifique d'Attac)

Réunion-débat en Isère

Réunion-débat sur la crise financière

« La finance et ses crises contre les peuples
Pourquoi cette crise ? Qui sont les victimes ?
Quelles ripostes ? »

Diaporama suivi d'un débat

Mardi 20 mai 2008 à 20h

Salle de la Mairie

Saint Siméon de Bressieux



Soirée Cinéma d'Attac

MILITER, RÉSISTER

un film de
Michel Szempruch
militant grenoblois

Mardi 27 mai 2008

Maison des associations de Grenoble

19 h apéro concert

20 h film suivi d'un débat

Venez nombreux

Les désordres dans le capitalisme mondial

La crise asiatique de 1997

Elle a marqué la fin du « consensus de Washington ». Les pays émergents ne sont plus à la botte des pays du Nord par le biais du FMI mais en sont devenus les créanciers. La croissance des « dragons » (Corée, Thaïlande, Singapour, Malaisie) est passée de 10% avant 97 à 3% après. Pour éviter la faillite ils ont baissé de plus de 20% leurs prix à l'exportation dès 1998.

Ajouter à cela l'irruption des pays émergents (Chine, Inde) dans le commerce international, le choc pour les économies occidentales fut et reste très important tant le coût de la main-d'œuvre de ces pays est faible et va le rester.

La conséquence en est le changement structurel dans la genèse des prix des produits : ce sont les clients (les pays émergents) qui les fixent, les entreprises occidentales pratiquent des politiques salariales baissières pour éviter la faillite ou la délocalisation face à cette concurrence exacerbée.

Nous sommes entrés dans un cycle déflationniste

Ceci est corroboré par les fondamentaux boursiers : les taux longs (les obligations) ne remontent pas, ce qui veut dire que les investisseurs ne craignent pas une reprise de l'inflation et les taux courts, en particulier l'inflation sous jacente (hors prix de l'énergie), restent très bas.

La reprise de l'inflation actuelle due à l'envolée des prix de l'énergie et de l'alimentation ne peut-être que temporaire. La crainte d'inflation « de second tour » (la hausse des prix se propage aux salaires) reste très faible tant le pouvoir de négociation des salariés a diminué...

La mutation financière

Depuis les années 80, la règle d'or de gestion des entreprises est « la création de valeur pour l'actionnaire ». Tout est fait pour augmenter le cours boursier de l'entreprise en utilisant davantage « l'effet de levier » : accroître fortement l'endettement de l'entreprise pour racheter ses propres actions, augmenter les dividendes et effectuer des opérations de croissances externes (fusions-acquisitions).

Les conséquences sont énormes : dans ce monde de concurrence très forte comme actuellement, la variable d'ajustement n'est pas le profit comme dans les années 70 mais le salarié. Ce sont les revenus des actionnaires qui sont protégés, les revenus des salariés servant de variable d'ajustement. Il s'ensuit une nouvelle répartition des richesses dans la valeur ajoutée au détriment des salaires et au sein même de ceux-ci une répartition de plus en plus inégalitaire.

Une autre conséquence qui est un facteur d'instabilité tient aussi à la financiarisation des entreprises. Quand le taux monétaire est très faible, les entreprises ont intérêt à

davantage s'endetter pour augmenter leur cours boursier. C'est une boucle sans fin : plus le cours boursier monte et plus l'entreprise peut s'endetter. Plus l'entreprise s'endette et plus le cours boursier monte. Il n'y a pas de force de rappel et cela conduit inmanquablement à une bulle spéculative.

Ceci est vrai aussi pour les banques dont les activités traditionnelles (prêts aux entreprises et aux particuliers) ont fortement diminué pour donner la place aux opérations financières juteuses telles que la spéculation sur les produits dérivés à l'instar des Hedges funds, la « titrisation » de créances douteuses à fort rendement ou le rachat à crédit d'entreprises (LBO) grâce aux « Private equity ».

Enfin ceci est vrai aussi pour les ménages, en particulier aux US, au Royaume Uni, en Irlande et en Espagne. Dans ces pays les inégalités sont particulièrement fortes et les dépenses faites par la classe aisée ne suffisent pas à alimenter la croissance. Les classes moyennes et pauvres ont été fortement sollicitées à s'endetter sur l'anticipation future de richesses (immobilier) jusqu'au retournement du marché ce qui a créé l'éclatement de la bulle immobilière d'août 2007 (« subprimes »). Cette crise est loin d'être terminée, elle est en train de s'étendre à tout le secteur bancaire et financier tellement les règles prudentielles ont été détournées.

Un ajustement est-il possible ?

Des accords tels que ceux du Louvres après le krach boursier de 1987 sont-ils possibles ? Quel pays peut imposer une coordination des politiques économiques à l'ensemble du monde ? L'UE et le Japon n'en ont pas les moyens, les US et la Chine ont des intérêts contradictoires...

La FED (banque centrale des US) a baissé son taux directeur de 5,25 à 2,25% en moins de 8 mois et commence à racheter des crédits immobiliers à perte pour enrayer la faillite immobilière.

La BCE (banque centrale européenne) n'a pas compris que nous sommes entrés dans une spirale déflationniste et continue à laisser son taux directeur à 4%. La situation économique de l'UE ne peut que se dégrader.

La Chine voit son taux d'inflation passé à 7% et devra graduellement laisser sa monnaie s'apprécier par rapport au dollar. Quel peut être le remède à la surproduction si ce n'est une croissance plus autocalmée ?

Enfin une régulation financière devra être trouvée pour éviter une autre crise. En raison du caractère de bien public de la monnaie, sa régulation ne peut être que politique et la responsabilité de sa gestion nécessairement intergouvernementale.

(conférence de M. Aglietta au campus le 13 mars 2008)

B. Greslou

Contre le néolibéralisme, quelles raisons d'espérer en Amérique latine ?

(suite de l'article du GDS d'avril)

Des avancées considérables

Après une phase de créations d'alternatives au néolibéralisme, est venue celle des problèmes stratégiques et les réalisations concrètes.

⇒ des brèches sévères portées aux politiques néolibérales et à l'impérialisme :

l'appropriation des ressources naturelles (pétrole, gaz, mines) au profit des populations et la mise au pas des intérêts des multinationales du Nord,

⇒ le refus unanime des pays d'Amérique latine de l'instauration, à l'initiative des EU, d'une zone de libre-échange des Amériques (ALCA),

⇒ la révolte contre l'Organisation mondiale du commerce (O.M.C) et son organe judiciaire,

⇒ des conquêtes sociales : au Venezuela, la pauvreté a été réduite de 30%, le chômage est passé de 16 à 7,5%, l'illettrisme est jugulé, les gens peuvent se soigner...

⇒ nouvelle conception des échanges : l'ALBA (alternative bolivarienne pour les Amériques), lancée par Chavez et Castro fin 2004, est l'exemple de la réappropriation des biens communs et des politiques de coopération entre pays latino américains ; concrètement, en matière d'énergie la société Petrocaribe permet des échanges pétrole contre services ; des coopérations financières seront possibles avec la Banque du Sud,

⇒ Innovations démocratiques et nouvelle citoyenneté

De nouvelles constitutions ou des révisions constitutionnelles auxquelles sont associés les mouvements sociaux (Bolivie, Equateur) sont mises en œuvre. Des budgets participatifs continuent.

Mais un changement radical s'est fait jour : les populations mobilisées ont acquis la conviction que le politique peut apporter des changements majeurs...bien loin de notre approche désabusée sur le politique ; la réincorporation dans le périmètre de la démocratie et de la citoyenneté de millions de citoyens jusque là totalement exclus des décisions est une réalité... d'où « l'angoisse » de ceux qui détiennent habituellement le pouvoir.

On peut dire que les coups de boutoir de ces politiques menés par de nouveaux leaders ont fait bouger les lignes et on peut parler de rupture avec le consensus de Washington.

Une brèche est-elle ouverte dans le néolibéralisme ?

Au niveau symbolique sans aucun doute ; concrètement, c'est encore modeste mais un processus est en marche qui influence des pays voisins plus critiques comme l'Argentine, le Brésil (le mouvement des sans terre MST a comme référence la révolution bolivarienne). Le cas du Venezuela dérange car il démontre que **l'impuissance du politique n'est pas inéluctable.**

Difficultés

Au Venezuela, l'opposition est hégémonique au niveau des médias accumulant mensonges et calomnies.

En Bolivie, la nouvelle Constitution reconnaît un État plurinational avec une autonomie indigène ...

Mais cette autonomie est réclamée par des territoires où des minorités blanches urbaines et riches qui se sont organisées et cherchent à déstabiliser le pouvoir dénoncent l'absence de légitimité du vote de la Constitution adoptée par les 2/3 des présents et non de la totalité des délégués. La stratégie américaine n'est plus celle de l'affrontement direct mais celle de la déstabilisation (rôle des fondations, des ONG, des sectes, infiltration des milieux étudiants, instrumentalisation des mouvements autonomistes et multinationalités avec menaces séparatistes ...).

Contradictions

En l'absence de projet global, se forment des tendances corporatistes et un émiettement des mouvements sociaux :

⇒ opposition entre organisations de mineurs en Bolivie.

Problème récurrent en Amérique latine des chefs charismatiques qui gouvernent seuls avec un entourage blanc.

⇒ création d'une nouvelle élite, la « bolibourgeoisie » qui ne cherche pas à approfondir les changements et ruptures. L'administration n'a pas été renouvelée.

Au Venezuela, le pays rentre dans une zone de turbulence après l'échec du référendum sur la Constitution en décembre 2007, due essentiellement à la forte abstention des partisans de Chavez sans doute parce que le pouvoir n'a pas élaboré avec le peuple cette révision et qu'il n'y a pas eu de véritable débat lors de la campagne. Et avec en toile de fonds une mauvaise gestion du quotidien (pénurie, services publics déficients, valse des responsables..)

Dans les pays andins, l'objectif final du processus est incertain : le socialisme n'est pas le terme et un capitalisme andin est reconnu nécessaire à côté d'une économie paysanne communautaire et des microentreprises.

Quelle attitude d'Attac dans cette période ?

Ces expériences et réalisations sont un enjeu majeur pour les peuples d'Amérique latine, pour l'avenir de mise en œuvre de l'altermondialisme ; l'échec de ce processus serait une revanche spectaculaire des forces néolibérales : il nous faut donc soutenir les mouvements sociaux et populaires, ainsi que les gouvernements qui soutiennent ces mouvements. C'est un processus inédit à suivre de façon critique mais dynamique sans se tromper d'adversaire. Un espoir énorme est né. En le soutenant, soyons attentifs à ce qu'il nous apporte tout en gardant les yeux ouverts.

(Le 17 février 2008)

B. Labouré

Attac-Isère en action

Le 1er mai à Grenoble, un succès

Dans la fraîcheur mais la bonne humeur, nous étions 7000 à manifester dans les rues de Grenoble : des slogans dynamiques, une nombreuse participation de jeunes ; nos banderoles, calicots, drapeaux ont répondu présent.

Notre tract « la finance contre le peuple » a, comme toujours, été bien accueilli par les manifestants comme par les gens regardant le défilé. Une fête colorée place Victor Hugo où stands et discussions, chants, nourritures terrestres, ont réuni parfois au coude à coude quelques milliers de personnes.

Ce regain de combativité devra se renforcer lors des rassemblements du jeudi 15 mai contre les coupes sombres de postes dans la fonction publique et le jeudi 22 mai pour

refuser le passage à 41 années de cotisation, qui va se traduire par une nouvelle baisse des retraites.



Brèves....., brèves....., brèves

Lutte des travailleurs roumains

« Nous ne voulons pas être esclaves dans l'Union Européenne »

Tel est un des slogans que des travailleurs roumains de l'usine Dacia du groupe Renault brandissaient lors de leur dernier meeting avant un accord. Les 14 000 ouvriers de cette usine fabriquant la voiture à bas coût, la Logan venaient de mettre fin à une longue grève de 19 jours pour la revalorisation de leurs salaires qui ne leur permettent pas de vivre décemment avec une inflation de plus de 7 % par an.

Ils ont obtenu une augmentation de 25% alors qu'ils revendiquaient 65%...., mais la direction a tout fait pour les dissuader de poursuivre leur mouvement avec le chantage à la délocalisation dans des pays où les salaires sont bien inférieurs (Maroc, Russie, Inde).

Dans un pays qui se libéralise fortement, cette lutte est un coup de pied, limité mais réel, à la politique de dumping social de Renault en Europe et dans le monde. Avec le soutien de certains syndicats, ce conflit montre la combativité de salariés de pays les moins développés refusant d'être considérés comme des européens de seconde zone.

Que de bons mots...

mais pas que du bonheur

L'art de tout pouvoir, particulièrement celui de la droite libérale et brutale de Sarkozy est de nous faire prendre des vessies pour des lanternes et d'utiliser des termes positifs pour mettre en place des politiques de régression.

Ah ! le mot **Modernisation**, moderne c'est le progrès, le dynamisme, si on le refuse on est ringard. On ne peut donc être que moderne.

Mais...moderne signifie seulement : « qui est du temps présent ». Voyons ...

« **Modernisation du marché du travail** » qui, en rupture avec toute la législation antérieure, aboutit à la légalisation du licenciement arbitraire ; Le travail permet d'être reconnu par les autres, de créer du lien social; il permet l'autonomie matérielle; il participe à rendre possible un projet de vie. Le réduire à un marché, à une marchandise, c'est perdre toutes ses dimensions humaines et considérer le travailleur comme une machine.

« **Modernisation des politiques publiques** » en fait non remplacement de fonctionnaire partant à la retraite et démantèlement de services publics, « Modernisation du système de santé », qui est un démantèlement d'un système solidaire de santé...

Si nous parlons de **Réforme**, qui pourrait être contre ?

Réformes = « améliorations dans tous les domaines de nos vie ».

Il faut bien s'adapter à l'évolution des choses et pourtant « Réforme des retraites, Réforme de l'assurance maladie, Réforme hospitalière, Réforme générale des politiques publiques (RGPP), Réforme de la carte judiciaire » : toutes prévoient des suppression de postes, des baisses de remboursements de santé, la baisse des pensions de retraites, des suppressions d'hôpitaux, de tribunaux..

Le **Redéploiement** il faut bien mieux répartir les moyens. Voyons « Redéploiement des services publics en milieu rural » on sait que cela signifie suppressions massives de bureaux de poste, de petites gares et de trains, d'hôpitaux de proximité...

Les français se laissent de moins en moins bernés par cette tromperie du pouvoir par des mots et se mobilisent contre la réalité crue.

(Texte inspiré de l'éditorial de Politis du 10 avril 2008 « Glossaire de l'imposture ordinaire »)

J'ai la mémoire qui flanche

« On ne peut se trémousser avec une dent qui manque et pareil pour les lunettes.. C'est une question de nécessité. J'ai proposé qu'on porte les remboursements jusqu'à 50% ».

(Nicolas Sarkozy, TF1, 5 février 2007)

Prochaine rencontre des adhérents et sympathisants

Mardi 21 mai 2008 de 20 h à 22 h 45, à la Maison des associations de Grenoble, 6, rue Berthe de Boissieux.

Thème du débat : les retraites

Venez nombreux avec amis et connaissances, nous choisirons ensemble des sujets de débat pour nos prochaines rencontres.

INFOS pratiques



Boîte vocale

04 76 47 32 81

Dates : réunions publiques, groupes de travail, groupes locaux, conférences, autres rendez-vous.

Permanence tél.

04 76 47 32 81

Chaque mercredi, de 15 h à 18 h

Permanences

Lieux d'accueil, d'information et d'échanges

Grenoble

Tous les mercredis, de 15 h à 18 h à la Maison des Associations.

Grésivaudan

info-attacgrésivaudan
@googlegroups.com

Saint Marcellin

attac.stmarcellin@laposte.net
04 76 64 00 48

Site web

www.local.attac.org/attac38

Adresse électronique

attac38@attac.org

Adresse postale

Attac-Isère
Maison des associations
6, rue Berthe de Boissieux
38000 Grenoble

Agenda

Groupe éco : lundi 9 juin, 18 h 30, MDA

Groupe cinéma :

contact -> woudla@hotmail.com

Groupe Grésivaudan : tous les premiers lundis du mois à 20 h 30, salle Chartreuse à Crolles prochaines : 2 juin

CA : mercredi 28 mai, 19 h, MDA

Radio : tous les 3ème mercredis du mois émission attac sur radio Grésivaudan